

LES ANCIENS CONDAMNÉS À MORT EN GRÈVE DE LA FAIM :

«Le mépris nous tue au quotidien»

Ils étaient allongés, hier, les uns à côté des autres en grève de la faim au siège de l'Association des anciens condamnés à mort de la Révolution. En dépit de leur âge avancé, ils continuent une lutte acharnée comme celle qu'ils ont menée les armes à la main. Ils sont toujours ces jeunes à peine sortis de l'adolescence à l'époque et qui ont choisi de donner leur vie pour leur pays. Dans le couloir de la mort, ils ont fait preuve d'un courage sans pareil. Aujourd'hui, ils vivent au ban de la société, oubliés et, comme ils le disent, privés de leur dignité.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pénible est le spectacle que l'on est obligé d'observer lorsqu'on se rend auprès des grévistes de la faim. Allongés sur des matelas, une soixantaine d'anciens condamnés à mort sont rassemblés dans la salle centrale de leur association. Ils sont venus des différentes régions du pays et sont plus que jamais décidés à arracher leurs droits, et surtout, la reconnaissance de leur statut.

Ils discutent entre eux, somnolent, épuisés, ou déambulent pour certains, dans les couloirs. Ce sont ces mêmes hommes qui, lors de la Révolution, ont été condamnés à mort, pour avoir pris les armes et commis des attentats avec un seul objectif, libérer leur pays du joug colonial. Les membres de l'association poursuivent la grève de la faim et ne l'arrêteront, selon, M. Boudina, que lorsque leurs revendications seront satisfaites.

«Le condamné aura la tête tranchée»

M. Bahri El Hacem fait partie de ces hommes au destin exceptionnel. Venu d'Oum-El-Bouaghi, sa région d'origine, il se rappelle les

événements passés et accepte de les relater. Il avait à peine 18 ans dans la région des Aurès quand il a décidé de ne plus subir le joug du colonisateur et de rejoindre la révolution armée. «Les meneurs de la Révolution nous montraient comment vivaient les colons. Nous étions pauvres, affamés et mes parents se tuaient à la tâche sur les terres agricoles, nous gagnions à peine de quoi nous nourrir. En 1955, j'ai pris les armes. Au début nous distribuions des tracts et le courrier. Après, nous avons commencé les opérations armées. Nous avons déposé des bombes dans les bars notamment. Après avoir été dénoncé, j'ai dû rejoindre le maquis en 1957. Un jour, nous avons été bombardés au napalm. J'ai été brûlé, blessé et arrêté», relate notre interlocuteur.

Il précisera que le groupe avait éliminé huit soldats français, suite à quoi, ses membres ont été condamnés à mort après avoir été jugés dans la ville de Constantine. «Le lieu où nous avons été condamnés n'était distant que de 50 mètres de la prison. Dès que la porte fut ouverte, nous avons en face de nous la photo d'un condamné qui a été décapité et

dont le sang coulait sur sa poitrine. Ils voulaient nous impressionner ainsi, mais ce qui était curieux, c'est que j'ai ressenti à ce moment-là un courage et une détermination sans pareils. Je n'avais pas peur ! Nous nous étions intégrés à la vie à la prison et nous nous voyions nous faire exécuter les uns après les autres», confie notre interlocuteur, qui avouera qu'il y a eu des moments où il a pleuré en prison.

Il notera aussi que les juges disaient cette sentence systématiquement : «Le condamné aura la tête tranchée.» Bahri Hacem est resté une année dans le couloir de la mort avant d'être gracié. Période durant laquelle il dira avoir vécu la pire des angoisses : «C'était une mort quotidienne mais lire le Coran nous aidait. Nous avions oublié le monde et nous ne pensions qu'au Paradis. Ceux qui ont été exécutés sont allés la tête haute à la guillotine avec le cri Allah Akbar, Tahia El Djazaïr, prenez soin de nos familles.»

«Nous étions vivants le matin et morts la nuit»

A côté de lui, Tabount Ali se déplace difficilement en s'appuyant sur une canne. Le sourire aux lèvres, le visage serein, il accepte de replonger dans le temps pour relater les années où il était un jeune soldat, déterminé et prêt à sacrifier sa vie pour son pays.

Cet enfant du quartier d'El Harrach a passé son enfance dans les rangs des scouts. «Je me cachais pour pleurer, suite aux

humiliations que nous faisions subir les Français», confie-t-il avec émotion. Il se rappelle exactement du 1^{er} Novembre 1954, c'était un lundi, dit-il, et son groupe de scouts était de sortie à Sidi Fredj où ils ont été entraînés au maniement d'une nouvelle arme. Au retour, ils ont été contrôlés par une patrouille en raison de leurs tenues kaki.

«Nous étions heureux des événements qui se déroulaient», se rappelle-t-il. En 1955, il a rejoint les combattants avec lesquels il activait dans des opérations à l'intérieur de la ville.

«Je me suis marié au mois d'août 1956 et je ne suis resté chez moi qu'une semaine pour rejoindre le maquis dans la Wilaya III du fait que j'étais recherché. Blessé au genou, j'ai été arrêté le 20 août 1957. Jugé en 1958, j'ai été condamné à mort. Nous étions maltraités, torturés et nous faisions la grève de la faim ; certains d'entre nous ont été «nourris» de force par des seringues», raconte l'ancien condamné à mort qui est resté deux années dans le couloir de la mort.

«Le matin, nous étions vivants, nous discussions entre nous, mais dès l'après-midi, nous avions l'impression que la vie désertait nos corps, au fur et à mesure que l'heure des exécutions se rapprochait. Ceci sans compter les tortures mentales que nous infligeaient les gardiens, qui jouaient avec nos nerfs. Quand quelqu'un d'entre nous était exécuté, nous ne mangions plus, nous arrêtions de vivre», confie notre interlocuteur

qui dénonce le mépris affiché aujourd'hui «envers ceux qui ont accepté de donner leur vie pour leur pays».

Cela est aussi le cas pour Benaïd Kaddour venu, lui, d'Oran. Il avait tout juste 17 ans quand il a rejoint la lutte armée pour, dit-il, sortir sa mère et son peuple de la misère dans laquelle il vivait. «Je sentais l'odeur de la révolution et je fus contacté par les membres des groupes de fidaine. Ils m'ont confié des armes et des bombes manuelles et j'ai effectué plusieurs opérations dont le transport des armes et des attentats dans des bars. Une fois, j'ai été poursuivi par les soldats français, rattrapé dans un oued où ils m'ont frappé avec leurs armes et à coups de godasses. Ils m'avaient laissé pour mort. J'ai été torturé pendant huit jours. Par la suite, j'ai été condamné à mort. Je suis resté trois jours et un mois en prison», raconte Benaïd Kaddour.

Il se rappelle qu'à chaque fois qu'un condamné devait être exécuté, ils leur faisaient passer la nuit avec lui.

Ceux qui devaient être exécutés passaient la nuit à faire la prière. Ils étaient calmes et courageux, impassibles et dignes quand leurs bourreaux venaient les chercher. «Nous, nous reprenions courage, nous lisions le Coran et nous finissions même par rire de nos geôliers», s'indigne Benaïd Kaddour.

A l'instar de ses compagnons toujours mobilisés, il dénonce le fait que «leurs droits légitimes ont été spoliés».

F.-Z. B

INDUSTRIE GAZIÈRE
ET PÉTROLIÈRE

Des partenaires
étrangers maintiennent
leur présence en Algérie

Les entreprises étrangères Petrofac (Grande-Bretagne) et Bonatti (Italie), spécialisées dans l'engineering pétrolier et gazier maintiendront leur présence en Algérie et poursuivront leurs projets avec la compagnie pétrolière nationale. C'est ce qu'ont assuré hier, des managers de ces deux compagnies qui ont contracté en EPC (engineering, procurment and construction) pour 600 millions de dollars, pour la modernisation des installations gazières d'Alrar, dans la région de Stah (Ouargla).

Certes, l'entreprise britannique Petrofac a dû se retirer des projets dans les lesquels elle était partenaire avec les compagnies britannique BP et norvégienne Statoil, indiquera le P-dg de Sonatrach, Abdelhamid Zerguine, qui précise néanmoins que Petrofac « n'a jamais quitté l'Algérie» et a poursuivi ses propres projets dans le pays. Dans cet ordre d'idées, le patron de Sonatrach a affirmé que des mesures ont été prises pour le retour de BP à Tiguentourine (In Amenas) et que «34 expatriés (de la compagnie britannique) sont présents à Hassi Messaoud». L'opportunité pour M. Zerguine d'assurer que la sécurisation des installations pétrolières et gazières est «assurée» par les autorités militaires et sécuritaires. Certes, le P-DG concèdera aux opérateurs étrangers la latitude de recourir aux services de «consultants» étrangers mais «la souveraineté nationale est (toutefois) assurée, précise-t-il. Quant au contrat signé hier entre Sonatrach, Petrofac et Bonatti, pour un montant de 53 milliards de dinars en équivalent (668 millions de dollars) et un délai de réalisation de 32 mois, il porte sur la réalisation d'installations de séparation et boosting de gaz, en vue d'optimiser les process, augmenter la production gazière de 19 millions de m3 par jour à 24,7 millions de m3 par jour au niveau de ces installations, récupérer davantage de gaz liquides et condensats et maintenir le plafond de production à moyen terme.

Chérif Bennaceur

LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE
DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES :

«Notre mandat
est strictement opérationnel»

Encore quelques efforts à faire en matière d'égalité des genres, d'accès des femmes aux postes de travail en fonction de leur compétence et davantage d'efforts pour lutter contre la violence qui leur est faite mais globalement, la coordonnatrice résidente du système des Nations unies ne porte pas de jugement sur les politiques menées par l'Etat algérien.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est avec prudence et beaucoup de diplomatie que M^{me} Cristina Amaral, coordonnatrice résidente du système des Nations unies, a livré son appréciation au sujet de la capacité de l'Algérie à remplir ses engagements pris dans le cadre des objectifs du millénaire.

D'emblée, elle dira que le mandat des institutions onusiennes est «opérationnel» et que les questions ayant trait à la souveraineté des Etats ou aux politiques gouvernementales n'étaient pas de leur ressort. «Nous nous limitons au développement», dira l'invité du forum du quotidien *Liberté*. M^{me} Amaral considère néanmoins que l'Algérie a fait des avancées en matière d'éducation en atteignant l'objectif d'augmenter le nombre d'enfants scolarisés même si le défi de la qualité reste posé avec acuité. Elle estime cependant qu'en



Photo : DR

M^{me} Cristina Amaral, coordonnatrice résidente du système des Nations unies.

matière de lutte contre les violences faites aux femmes, d'accès de ces dernières à des postes d'emploi qualifiants et d'égalité des chances, des efforts devraient être encore fournis. D'ailleurs, affirme-t-elle, en lançant l'enquête mondiale des Nations unies pour un monde meilleur, les Algériens ont pu faire part de leurs préoccupations. Il en ressort qu'en tête de ces dernières, figurent l'emploi, le logement, la qualité de l'enseignement, la bonne gouvernance et la santé.

Des préoccupations similaires à celles exprimées par des citoyens d'autres pays et qui seront compilées

pour servir de base aux discussions qui concernent l'après-2015. L'Algérie est engagée dans ce débat sur les grandes thématiques et fait partie de l'open groupe pour le post-2015 en attendant l'Assemblée générale des Nations unies.

En attendant, la coordonnatrice du système des Nations unies affirme que les différentes agences onusiennes continueront à travailler avec les institutions algériennes et la société civile pour encore plus de développement qui met l'humain au centre de ses préoccupations.

N. I.